



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
43, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
01.53.38.99.82 - www.mrap.fr - presse@mrap.fr

Le MRAP exige accueil et protection pour les Afghans et les Afghanes qui fuient la terreur talibane

Dimanche 15 août 2021, les Talibans avaient repris le pouvoir à Kaboul dont ils avaient été chassés en décembre 2001, soldant ainsi l'échec cinglant des objectifs politiques et militaires proclamés par les puissances militaires dirigées par les USA, après vingt années de guerre.

La crainte et le désespoir de nombreux Afghans et, plus encore, de nombreuses Afghanes, ont éclaté aux yeux du monde entier. Par exemple, trois personnes viennent de mourir à l'aéroport de Kaboul en tombant du train d'atterrissage d'un avion, auquel elles s'étaient accrochées. Un avion nord-américain a dû quitter Kaboul avec un nombre de personnes à bord, six fois supérieur à sa capacité.

C'est le moment qu'aura choisi le président de la République Emmanuel Macron pour annoncer à la télévision française, lundi 16 août 2021, une « **initiative robuste** » européenne, initiée ensemble avec l'Allemagne, pour notamment « **la lutte contre les flux (migratoires) irréguliers** » et « **la mise en place de coopérations avec les pays de transit et d'accueil, comme le Pakistan, la Turquie ou l'Iran.** »

Nommant ainsi trois pays aux régimes autoritaires violant eux-mêmes les droits humains à grande échelle, le président Macron semble ainsi dessiner la perspective de rétention dans les pays en question des Afghanes et des Afghans fuyant le régime des Talibans. Une telle politique rappelle l'accord ignoble conclu entre l'Union européenne et la Turquie dirigée par Recep Teyyip Erdogan, le 18 mars 2016, afin de bloquer les Syriennes et Syriens fuyant leur pays en guerre, une dictature tortionnaire et la terreur djihadiste. La Grèce refoule des réfugiés depuis son territoire vers la Turquie, lorsqu'elle ne les emprisonne pas – de fait – sur ses îles.

Le MRAP s'insurge contre une telle perspective, alors que des personnes quittent déjà la Turquie, l'Iran et le Pakistan en faisant valoir de solides motifs de demander un statut de réfugié.

Par ailleurs, le président Macron a promis, dans cette même allocution, une « **protection des plus menacés** », en évoquant le droit d'asile qu'il semble cependant vouloir réserver à un nombre limité d'Afghanes et les Afghans, mais quand sera-t-il de leur famille ?

Depuis longtemps les autorités françaises traînent les pieds pour accorder les visas dont la délivrance serait urgente pour pouvoir fuir l'Afghanistan.

Le MRAP exige qu'une protection soit accordée aux personnes qui fuient la répression exercée par les Talibans. Il refuse tout tri entre les ceux et celles qui sont menacés.

Bureau National du MRAP
Paris, le 17 août 2021